

Pluralisme et libéralisme : incompatibles ?

Roberto MERRILL

Doctorant au Centre Raymond Aron, EHESS, Paris

RÉSUMÉ. — J'examine dans cet article l'état du débat concernant l'un des modes de justification du libéralisme, celui du pluralisme libéral. Je commence par exposer et comparer trois réponses au **fait du pluralisme** : le **libéralisme moniste**, le **libéralisme politique**, et le **libéralisme pluraliste**. J'évoque ensuite deux arguments formulés par John Gray et par John Kekes à l'encontre de la compatibilité entre le **pluralisme des valeurs** et le libéralisme : l'argument anti-universaliste et celui de la priorité des valeurs. Je termine par une présentation de deux théories récentes donnant davantage de consistance au pluralisme libéral, celles de George Crowder et de William Galston.

INTRODUCTION

Bien que le libéralisme soit une théorie aussi ramifiée que contestée, il existe peu de controverse quant à ses principes de base. Pensons par exemple aux principes d'égalité de valeur morale de tous les individus, de non-nuisance (« *harm principle* »), des libertés et droits individuels, d'un gouvernement limité, ou encore à celui d'une forme ou autre de propriété privée. Il est certain que les désaccords quant aux contenus et aux hiérarchisations spécifiques des principes libéraux sont nombreux, mais au-delà de ces désaccords, il existe également des controverses dynamiques concernant le meilleur mode de justification de la théorie libérale. J'examinerai dans cet article l'état du débat concernant l'un de ces modes de justification, celui du pluralisme libéral. Mais, afin de mieux situer ce courant dans le panorama actuel, je commencerai par une brève présentation de deux modes de justification concurrents : celui du libéralisme moniste, *i. e.* du libéralisme tel qu'il a été justifié traditionnellement, et aujourd'hui défendu entre autres par Ronald Dworkin, et celui du libéralisme politique, tel que défendu par John Rawls. J'exposerai ensuite les thèses constituant la doctrine libérale pluraliste, dont Isaiah Berlin a été sans conteste le plus ardent défenseur. Certes, il existe des objections importantes formulées à l'encontre du pluralisme libéral par ces théories libérales concurrentes, mais je me tiendrai à l'examen d'un débat interne aux pluralistes, en évaluant deux arguments contre la compatibilité du pluralisme des valeurs et du libéralisme : l'argument anti-universaliste et celui de la priorité des valeurs. Je terminerai par un bref examen de deux

variantes récentes donnant davantage de consistance à la théorie libérale pluraliste, celles de George Crowder et de William Galston.

I. — PLURALISME ET LÉGITIMITÉ : TROIS RÉPONSES LIBÉRALES AU FAIT DU PLURALISME

Ce qu'il est convenu d'appeler « le fait du pluralisme » désigne habituellement le constat empirique trivial selon lequel les individus ont des croyances évaluatives plurielles plus ou moins structurées en doctrines morales, religieuses, philosophiques, ou autres. Dans la littérature actuelle, ces croyances structurées sont généralement appelées des « conceptions du bien », ou de manière plus large, des « doctrines englobantes », ou bien plus communément, des « styles de vie ». C'est donc le plus souvent à cette pluralité de conceptions du bien que l'expression « le fait du pluralisme » renvoie. Ce fait du pluralisme, pris dans son sens descriptif, recoupe à peu de choses près d'autres expressions courantes, comme « pluralisme empirique », ou « pluralisme social », ou encore « pluralisme culturel ». Mais l'usage de ces expressions serait sans doute moins fréquent si à ce fait trivial de la pluralité n'était associé un autre : celui du désaccord. Ce fait du désaccord est le plus souvent considéré comme une conséquence vraisemblablement inévitable du fait du pluralisme. Ces deux constats, pluralité des croyances évaluatives et désaccords, sont, nous semble-t-il, admis sans controverse par toutes les familles politiques. Mais pour des raisons autant historiques que conceptuelles, les libéraux surprennent les adeptes de théories concurrentes par leur interprétation habituellement optimiste de ce fait du désaccord, lequel est considéré, à peu d'exceptions près et dans certaines limites, comme le résultat de l'exercice libre d'une raison humaine épanouie, et non pas comme un effet regrettable de la stupidité et de l'irrationalité humaines, qu'il conviendrait de réduire ou d'éliminer.

Cette attitude tolérante que le libéralisme cultive à l'égard de la pluralité des conceptions du bien, de part la priorité qu'il accorde aux libertés individuelles, génère néanmoins ce qui est parfois appelé, peut-être de manière un peu exagérée, « le paradoxe de la justification libérale ». Celui-ci peut se formuler ainsi : traditionnellement, le libéralisme aspire à une théorie de la justification des principes libéraux qui doit pouvoir se baser sur l'assentiment de tous les individus, car c'est selon le libéralisme le meilleur moyen de justifier l'usage de la force pour faire respecter ces principes. Cette idée selon laquelle les principes et valeurs politiques doivent être conçus de manière à ce qu'ils ne puissent être raisonnablement rejetés par aucun individu, constitue le sens principal de ce qu'on appelle aujourd'hui communément le « principe de légitimité libérale »¹. Ce

¹ Le terme « raisonnable » peut être compris dans un sens commun, comme lorsque l'on dit d'une personne qu'elle est raisonnable. Mais dans un sens plus technique, être raisonnable, selon les termes de John Rawls dans son livre *Libéralisme politique* (PUF, 1995), signifie surtout : 1) reconnaître les difficultés épistémiques de nos jugements pratiques et théoriques et 2) être disposé à coopérer avec les autres dans la réciprocité. Sur l'expression : « principe de légitimité libérale », son usage actuel semble provenir des écrits de Rawls. C'est dans l'ouvrage de Thomas Scanlon, *What We Owe To Each Other* (Cambridge

projet de justification du libéralisme repose donc sur le postulat que les individus peuvent tous partager les mêmes prémisses justifiant le libéralisme. Or, la pluralité sociale engendrée par les sociétés libérales semble aller à l'encontre de cette aspiration à la justification libérale, ce qui tend à réduire la probabilité d'un partage des prémisses justifiant le libéralisme. Les trois types de justification du libéralisme que nous évoquions, *i. e.* le libéralisme moniste, le libéralisme politique, et le libéralisme pluraliste, peuvent être compris comme trois tentatives distinctes de résoudre ce paradoxe de la justification libérale, lesquels impliquent également trois manières différentes d'interpréter le fait du pluralisme.

Libéralisme et monisme des valeurs

Traditionnellement, la justification des principes libéraux s'est élaborée sur des prémisses philosophiques reposant invariablement sur des valeurs éthiques libérales, qu'elles soient téléologiques ou déontologiques, ayant une structure moniste, presque toujours fondée sur un perfectionnisme éthique ou bien politique². Ces caractéristiques du libéralisme traditionnel seraient sans doute des truismes inutiles à rappeler, si ces dernières décennies ne s'étaient développées des conceptions libérales concurrentes les rejetant. En outre, même si traditionnellement le libéralisme est une théorie dont se dégage un optimisme envers le fait de la pluralité, *i. e.* envers le fait trivial de la pluralité des croyances évaluatives, il faut rappeler que la tolérance du libéralisme éthique et moniste à l'égard de cette pluralité, telle qu'incarnée dans les œuvres familières des grands auteurs libéraux comme Locke, Kant et Mill, est assez limitée, du moins si on la

MA, Harvard University Press, 1999), que l'on trouve la plus exhaustive défense de cette idée contractualiste selon laquelle les principes justes sont ceux qu'aucun individu ne pourrait raisonnablement rejeter.

² Selon le perfectionnisme moral, les jugements éthiques et moraux ont des croyances qui peuvent être vraies ou fausses, ce qui permet d'inférer que certains styles de vie peuvent être jugés objectivement meilleurs que d'autres. Selon le perfectionnisme politique, il est légitime que les décisions politiques puissent être justifiées à partir de ces croyances éthiques et morales. La conséquence pratique la plus évidente du perfectionnisme politique, libéral ou autre, est d'encourager intentionnellement certains styles de vie et d'en décourager d'autres. La crainte la plus justifiée à l'égard du perfectionnisme libéral (ou autre) est le danger de paternalisme et les risques d'atteinte à la liberté individuelle que cela comporte. La plupart des libéraux perfectionnistes contemporains essayent cependant avec plus au moins de succès de dissocier perfectionnisme et paternalisme. Sur ces points, parmi les ouvrages les plus représentatifs, voir : T. Hurka, *Perfectionism*, New York, OUP, 1993 ; J. Raz, *The Morality of Freedom*, Oxford, Clarendon Press, 1986 ; G. Sher, *Beyond Neutrality : Perfectionism and Politics*, Cambridge, CUP, 1997 ; S. Wall, *Liberalism, Perfectionism and Restraint*, CUP, 1998 ; S. Wall et G. Klosko (éd), *Perfectionism and Neutrality : Essays in Liberal Theory*, Rowman and Littlefield, 2003. Le renouveau relatif du perfectionnisme libéral provient essentiellement du rejet par ces théoriciens du projet contemporain de justification neutraliste du libéralisme, ainsi que du rejet sinon du scepticisme, du moins de l'abstinence épistémique que ce projet neutraliste exige à l'égard des conceptions du bien. Ce qui ne veut pas dire que les libéraux perfectionnistes rejettent nécessairement l'idéal de neutralité libérale, mais seulement ses versions anti-perfectionnistes. Le perfectionnisme libéral peut être moniste ou pluraliste.

compare aux courants libéraux anti-perfectionnistes d'aujourd'hui. Parmi les auteurs contemporains, c'est probablement chez Ronald Dworkin que l'on trouve la variante la plus articulée d'un libéralisme éthique et moniste. Dworkin construit les prémisses de son libéralisme à partir d'une éthique qu'il nomme « le modèle éthique du challenge », ce qui le conduit à s'opposer explicitement à la fois au libéralisme politique et au libéralisme pluraliste³. Une objection courante à ce type de justification du libéralisme est que cette théorie ne semble pas prendre assez au sérieux le fait du pluralisme. En effet, la manière que propose le libéralisme éthique et moniste de résoudre ce que nous appelons le paradoxe de la justification libérale, est de rejeter l'extension du pluralisme aux domaines de l'éthique et de la philosophie. Mais le prix à payer pour ce rejet est celui de réduire considérablement les chances de réussir à satisfaire le principe de légitimité libérale. C'est du moins une objection formulée avec force par le libéralisme politique.

Libéralisme politique et pluralisme raisonnable

Selon le libéralisme politique, le fait du pluralisme est plus profond que le libéralisme éthique ne le présuppose, au point de rendre impossible le projet de justification philosophique du libéralisme, tel qu'il a été traditionnellement conçu. C'est en ce sens que l'on doit comprendre la formule de Rawls : « le libéralisme politique applique le principe de tolérance à la philosophie elle-même »⁴. Il est certain que ceux qui endossent le libéralisme politique font une distinction entre le fait brut du pluralisme, et un pluralisme plus sélectif, parfois nommé « le fait du pluralisme raisonnable », par Rawls en particulier, ou encore, sans doute de manière plus appropriée, « le fait du désaccord raisonnable », lorsque les raisons de désaccord ne sont pas folles ou immorales⁵. Mais à la différence du libéralisme éthique, avec le libéralisme politique presque toutes les croyances évaluatives et normatives peuvent faire l'objet d'un désaccord raisonnable. Cette extension du pluralisme ne doit pas être confondue avec un scepticisme ni avec un relativisme des capacités cognitives des individus concernant les questions évaluatives. La thèse défendue n'est pas que les vérités évaluatives n'existent pas, ni que les capacités cognitives des individus ne sont pas suffisantes pour connaître ces vérités, mais qu'il existe une pluralité de réponses à ces questions évaluatives qui sont incompatibles et incommensurables, lesquelles rendent les désaccords entre doctrines englobantes indépassables, même entre individus parfaitement rationnels. Si reconnaître le fait du

³ R. Dworkin défend de manière traditionnelle un libéralisme éthique qui soit « *continuous with the best personal ethics, with the right philosophical view of the good life* » in R. Dworkin « Foundations of Liberal Equality », in S. Darwall (éd.), *Equal Freedom*, Ann Arbor, MI, University of Michigan Press, 1995, p. 193. Dans son article « Do Liberal Values Conflict ? » (in R. Dworkin, M. Lilla et R. Silvers (éd.) *The Legacy of Isaiah Berlin*, New York, New York Review Books, 2001), Dworkin se propose de rejeter l'une des thèses centrales de la théorie pluraliste sur la nature des valeurs, celle du conflit tragique entre valeurs.

⁴ J. Rawls, *Libéralisme politique*, PUF, 1995, p. 34.

⁵ L'expression « le fait du désaccord raisonnable » est de Charles Larmore, in « Pluralism and Reasonable Disagreement », *Social Philosophy and Policy*, 1, 1994, p. 61-79.

désaccord raisonnable n'implique pas de scepticisme ni de relativisme, cette théorie conduit en revanche à endosser une forme de pluralisme épistémique d'après lequel la pluralité des doctrines englobantes reflète une pluralité de croyances incompatibles et incommensurables entre elles, mais néanmoins parfaitement consistantes avec l'exercice libre et adéquat de la raison humaine. Mais si le libéralisme ne peut plus être justifié par des prémisses éthiques ou philosophiques communes, comment dans ce cas garder l'espoir de satisfaire le principe de légitimité libérale, une fois reconnue la profondeur du pluralisme ? Selon le libéralisme politique, la solution au paradoxe de la justification libérale réside dans la possibilité de réaliser un consensus par recoupement entre les diverses doctrines englobantes : chaque individu endosse les mêmes principes et valeurs libérales de manière consensuelle, mais pour des raisons à chaque fois spécifiques à sa doctrine englobante, *i. e.* pour des raisons non consensuelles, et le plus souvent conflictuelles et incommensurables.

Libéralisme et pluralisme des valeurs

L'expression « pluralisme des valeurs », ou « pluralisme moral », renvoie principalement à deux théories : une théorie méta-éthique sur la nature plurielle et conflictuelle des valeurs et une théorie normative sur la meilleure conduite à adopter, aussi bien vis-à-vis de soi-même que vis-à-vis des autres, étant donnée cette nature plurielle des valeurs⁶. Dans la littérature, la distinction entre les valeurs morales et les autres valeurs n'est pas toujours explicitée en toute rigueur, ni d'ailleurs celle entre valeurs, besoins, biens, vertus, raisons d'agir, ou normes. Le terme « valeur » peut donc englober les besoins les plus concrets, comme la nourriture, jusqu'aux valeurs les plus abstraites, dont les valeurs morales, comme l'exigence de justice. Ainsi, lorsque l'on se réfère au pluralisme des valeurs, on indique par là une conception sur la nature des valeurs qui reste parfois assez indéterminée et dont le contenu peut varier considérablement d'un auteur à l'autre. Ce n'est pas le lieu ici de comparer ces versions mais l'on peut garder à l'esprit deux distinctions permettant de fixer les idées : la première est celle entre biens tangibles (des besoins, des biens concrets) et bien intangibles (des valeurs difficilement réductibles à des propriétés naturelles, comme des valeurs éthiques et morales). La seconde, plus importante pour le débat sur la justification du libéralisme, est celle entre

⁶ Même si l'interprétation pluraliste de l'éthique d'Aristote est sujette à controverse, il y a néanmoins des auteurs, comme Martha Nussbaum (*The Fragility of Goodness*, Cambridge et New York, CUP, 1986) qui trouvent dans son œuvre des raisons suffisantes de le considérer comme pluraliste. À notre connaissance, Sterling Lamprecht est le premier libéral qui, dans les années 1920, articule les implications politiques du pluralisme des valeurs, bien que sa tentative soit restée sans répercussion. Ce sera seulement avec les travaux de Isaiah Berlin que des théoriciens libéraux de premier rang s'évertueront à défendre ce type nouveau de justification du libéralisme formant ainsi le courant pluraliste libéral contemporain. Pour des études contemporaines sur le pluralisme des valeurs, chacun des auteurs suivants apporte sa contribution (voir la bibliographie indicative à la fin de cet article) : Archard (1986), Baghramian et Ingram (2000), Bellamy (2000), Chang (1997), Crowder, Galston, Gray, Kekes, Larmore, Nagel (1991), Raz, Stocker (1990), Berlin et Williams. Cette liste n'est pas exhaustive.

le pluralisme des valeurs concernant le bien et celui concernant le juste, *i. e.* entre pluralisme éthique et pluralisme moral. Cette distinction entre valeurs éthiques et vie bonne d'une part, et valeurs morales et vie juste de l'autre, peut sembler peu justifiée selon certaines traditions morales. Mais en admettant qu'il existe une ligne claire de partage entre les deux, il est consensuel de supposer que les valeurs éthiques peuvent englober toutes les valeurs humaines, et les valeurs morales seulement celles qui ont trait aux rapports justes de coexistence entre les individus, indépendamment des questions suscitées par leurs rapports (de congruence et de priorité, entre autres) et par leur nature (par exemple leur réduction à des désirs ou bien à des croyances). Certains des auteurs pluralistes, comme Thomas Nagel et Charles Larmore, lesquels comptent par ailleurs parmi les plus convaincants défenseurs du libéralisme politique, semblent limiter leur pluralisme aux valeurs et systèmes de valeurs éthiques, et se montrent réservés quant à leur extension aux valeurs morales. Ils soutiennent donc qu'il existe une pluralité irréductible de valeurs liées à la vie bonne, mais n'endossent pas la pluralité irréductible des valeurs liées au juste. Mais d'autres auteurs sont moins restrictifs et étendent naturellement le pluralisme à toutes les valeurs, dont les valeurs morales. C'est le cas, entre autres, des pluralistes libéraux, qui établissent un lien conceptuel entre pluralisme du bien et pluralisme du juste : si les valeurs du bien sont plurielles, alors les valeurs du juste, *i. e.* les valeurs morales délimitant les rapports de coexistence, le sont également ⁷. Pour ces auteurs, la meilleure justification du libéralisme est la doctrine pluraliste. On se souvient que l'interprétation normative du fait du pluralisme par le libéralisme politique, le « pluralisme raisonnable », repose sur une forme peu controversée de pluralisme épistémique selon lequel nos manières de connaître des vérités éthiques sont plurielles, à supposer que ces vérités existent, ce que le libéralisme politique dans sa modestie ne nie ni n'affirme. Mais le pluralisme libéral va plus loin en renvoyant la pluralité de fait à un pluralisme ontologique des valeurs, lequel engage habituellement les pluralistes à défendre une forme ou une autre de réalisme moral en méta-éthique, bien que le pluralisme soit également compatible avec des positions anti-réalistes. Si les pluralistes n'infèrent pas la validité de la théorie pluraliste à partir de la pluralité de fait, en évitant ainsi de produire une forme de sophisme naturaliste, ils ont tendance à considérer néanmoins que le fait du pluralisme est une expression adéquate de la pluralité ontologique qui viendrait la corroborer, et non pas une illusion, ni un phénomène regrettable qu'il faudrait réduire ou éliminer, mais au contraire un phénomène qu'il faut protéger ou promouvoir ⁸. On retrouve ici l'optimisme des libéraux envers le fait de la pluralité, mais cette fois-ci justifié par une doctrine métaphysique sur la nature des valeurs. Selon cette doctrine les valeurs sont en dernière instance plurielles, conflic-

⁷ Insister comme le font les pluralistes, pour dire qu'il existe une pluralité de valeurs, peut paraître surprenant, car intuitivement cela semble une évidence. Mais en philosophie morale, il est fréquent de rejeter la pluralité de valeurs intrinsèques, le monisme des valeurs étant la règle. Selon le monisme, la pluralité des valeurs, leur incommensurabilité et leur incompatibilité, ne sont en dernière instance qu'apparentes, car d'après le monisme, il y a une seule source de valeur, ou un seul type de biens et de fins, et non pas plusieurs.

⁸ Selon Bernard Williams : « [O]ne who properly recognises the plurality of values is one who understands the deep and creative role that these various values can play in human life. » In Introduction to Henry Hardy, éd., *Concepts and Categories: Philosophical Essays by I. Berlin*, New York, Penguin Books, 1981, p. xviii.

tuelles, incommensurables, et objectives. Selon les libéraux pluralistes, c'est parce que l'univers des valeurs, dont l'univers moral, est composé de ces propriétés, que le meilleur régime politique est le régime libéral. Ces deux doctrines, la pluraliste et la libérale, sont donc non seulement complémentaires, mais surtout, selon les pluralistes libéraux, le pluralisme constitue la meilleure justification du libéralisme⁹.

II. — LE PLURALISME CONTRE LE LIBÉRALISME ?

L'argument classique qui soutient la synthèse entre pluralisme et libéralisme est le suivant : puisque les valeurs sont en dernière instance plurielles, conflictuelles et incommensurables, le choix, souvent difficile, parfois tragique, entre ces valeurs, est inévitable. Mais s'il est inévitable, alors il est nécessaire que la structure politique protège la capacité de choix des individus. Or, la meilleure manière de le faire est de protéger la liberté de choix des individus. Donc le pluralisme implique le libéralisme. L'argument est généralement attribué à Isaiah Berlin¹⁰. Cet argument est toutefois, du moins sous cette forme directe, considéré comme un *non sequitur*, car il passe sans justification de l'inévitabilité du choix et de sa valorisation, jusqu'au besoin politique de promouvoir la liberté des individus. Deux des auteurs pluralistes libéraux les plus systématiques, comme le sont George Crowder et William Galston, reconnaissent la consistance de l'objection, mais estiment pouvoir la contourner en proposant leurs propres formulations de cet argument¹¹. Cependant, poussant plus loin la critique du pluralisme libéral, certains auteurs défendent qu'au lieu d'être des doctrines complémentaires, le pluralisme et le libéralisme sont au contraire des théories dont les postulats sont incompatibles. Parmi ces critiques, John Gray et John Kekes sont certainement les plus représentatifs. Une préoccupation de fond et honorable qui anime ces auteurs pluralistes « incompatibilistes » est leur conviction que le libéralisme, en donnant une priorité systématique aux valeurs libérales, n'est pas assez démocratique. Or, selon ces auteurs, les conséquences politiques du pluralisme sont plus démo-

⁹ Ainsi que le soutient par exemple William Galston : «... liberalism derives much of its power from its consistency with the account of the moral world offered by Isaiah Berlin and known as value pluralism. », in W. Galston, *Liberal Pluralism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 4.

¹⁰ En particulier dans I. Berlin, *Four Essays on Liberty*, Oxford, Oxford University Press, 1969, p. 168-169. Mais il est sans doute prudent de ne pas attribuer à Berlin l'intention de le considérer comme un argument établissant une relation logique entre pluralisme et libéralisme. En effet, comme le dit Berlin dans un entretien : « *I believe in both liberalism and pluralism, but they are not logically connected* », dans I. Berlin et R. Jahanbegloo, *Conversations with Isaiah Berlin*, New York, Charles Scribners, 1991, p. 44.

¹¹ Selon G. Crowder, « *[T]he basic problem with Berlin's argument from necessity is that it commits a version of the naturalistic fallacy : it tries to derive a value from a fact – the value of choice and the freedom to choose from the fact of having to choose* », in *Liberalism and Value Pluralism*, Londres et New York, Continuum, 2002, p. 82. Et selon W. Galston, « [...] we must also grant that we cannot move directly from the inescapability of choice to the valuing of choice that liberalism requires, a link Berlin too casually implies. », *ibid.*, p. 53. J'examinerai plus bas leurs arguments.

cratiques, même si moins libérales, puisqu'ils ne privilégient pas des valeurs spécifiques au détriment d'autres. Les raisons principales de leur rejet du pluralisme libéral reposent essentiellement sur deux arguments : l'argument anti-universaliste et l'argument de la priorité.

L'argument anti-universaliste

La critique de John Gray au pluralisme libéral s'inscrit dans une critique plus générale du libéralisme en tant qu'idéologie dominante, dans sa version universaliste et rationaliste. Cette version-là du libéralisme est selon Gray une idéologie morte, qu'il souhaite voir remplacer par un post-libéralisme fondé sur un *modus vivendi* dont la finalité première est la promotion d'une « coexistence pacifique »¹². La critique de John Gray au libéralisme, parfois jugée quelque peu excessive par son dramatisme, est toutefois à l'origine d'un débat dynamique concernant la plausibilité du pluralisme libéral. La thèse défendue par Gray contre la compatibilité entre pluralisme et libéralisme est la suivante : si le pluralisme est une théorie vraie, alors le libéralisme, du moins dans ses versions dominantes, doit être rejeté. L'argument de Gray contre la compatibilité entre pluralisme et libéralisme peut être résumé ainsi : le libéralisme est une doctrine qui a pour ambition un type de justification universaliste. Or, selon la version que soutient Gray, la doctrine pluraliste rejette les théories universalistes. Donc les postulats théoriques de ces deux doctrines sont incompatibles sur ce point.

Examinons de plus près sa prémisse sur le libéralisme universaliste. Selon Gray, « all the great liberal theorists have sought a foundation for their commitment to individual liberty which was not merely local in its scope, but potentially universal »¹³. En effet, traditionnellement, le libéralisme se fonde sur des valeurs considérées comme intrinsèques à la nature humaine, et non pas comme appartenant seulement à certaines cultures, et c'est en ce sens que Gray rappelle l'ambition universaliste du libéralisme. Or, si le libéralisme est justifié par de telles valeurs universelles, alors cela démontre non pas uniquement la légitimité du régime libéral, mais l'illégitimité des régimes non libéraux. Mais Gray rejette ce projet de justification universaliste du libéralisme, car selon lui, et cela semble découler de sa doctrine pluraliste, beaucoup de régimes non libéraux ne sont pas moins légitimes que le libéralisme. Cette critique de l'ambition universaliste libérale s'expose nous semble-t-il à trois objections. La première est la suivante : même s'il est certain que les penseurs libéraux classiques partagent ce projet philosophique de justification universaliste, il faut rappeler que parmi les contemporains, de nombreux auteurs libéraux, et souvent pas des moindres, n'ont pas cette ambition de défendre un libéralisme ayant une portée universaliste, comme le Rawls de *Libéralisme politique*, ou encore Joseph Raz, qui défend la variante particulariste du plu-

¹² John Gray, *Enlightenment's Wake*, Londres et New York, Routledge, 1995, p. 75.

¹³ J. Gray, *Liberalism*, Stony Stratford, Open University Press, 1986, p. 45.

ralisme libéral¹⁴. Or, si l'on prend en compte que l'une des cibles principales de Gray est le libéralisme politique de Rawls, on ne peut manquer d'observer un certain manque de charité dans la présentation de la théorie qu'il souhaite rejeter. Deuxièmement, bien que Gray considère que des régimes politiques non libéraux peuvent être aussi légitimes que le régime libéral, il faut cependant noter que Gray défend l'existence de standards minimaux de légitimité politique qui s'appliquent à tous les régimes¹⁵. Or, bien qu'il prétende que ces standards sont ceux déduits à partir d'un régime politique fondé sur un *modus vivendi* ayant pour but la coexistence pacifique, il faut reconnaître que ces standards minimaux énumérés par Gray renvoient pour la plupart à des valeurs typiquement endossées par les régimes libéraux, ce qui permet d'inférer que ces régimes illibéraux ne sont légitimes selon lui que dans la mesure où ils ne vont pas à l'encontre des valeurs libérales de base. La troisième objection, qui découle du point précédent, consiste à souligner que la défense de l'existence de standards minimaux de légitimité s'appliquant à tous les régimes, implique la croyance en l'existence de valeurs universelles, ce qui est à première vue contradictoire avec le rejet par Gray de valeurs universelles libérales. Il est certain que Gray anticipe cette objection¹⁶. Mais sa manière de la contourner semble renforcer l'objection précédente, puisqu'il soutient que ces standards minimaux, rendant possible une coexistence pacifique, correspondent aux intérêts de presque tous les modes de vie¹⁷. Or, le point de l'objection précédente était précisément que ces standards minimaux proposés par Gray renvoient, pour la plupart de ceux-ci, à des valeurs que les libéraux sont les premiers à défendre. En admettant toutefois que la prémisse de Gray concernant son rejet de l'ambition universaliste du libéralisme puisse être reformulée de manière à résister à ces objections, il faut souligner cependant que de toute manière le succès du rejet d'un libéralisme universaliste ne conduit pas à démontrer l'incompatibilité entre le libéralisme et le pluralisme sous toutes ses versions, mais seulement leur incompatibilité sous la forme d'un pluralisme libéral universaliste.

L'argument de la priorité des valeurs

Un deuxième argument appuyant la thèse incompatibiliste est celui de la priorité des valeurs. L'argument, formulé par Gray aussi bien que par Kekes, est le suivant : si le libéralisme implique une hiérarchisation des valeurs, alors le pluralisme et le libéralisme sont incompatibles, car selon le pluralisme il n'y a pas de valeurs qui ont une priorité en toutes circonstances sur les autres. Donc le libéralisme implique la négation du plura-

¹⁴ Joseph Raz, *The Morality of Freedom*, Oxford, Clarendon Press, 1986. Pour une analyse détaillée du particularisme de Raz, cf. David McCabe, « Joseph Raz and the Contextual Argument for Liberal Perfectionism », *Ethics* 11, 3, 2001, p. 493-522.

¹⁵ J. Gray, *Two Faces of Liberalism*, New Press, 2000. Sur la légitimité des régimes non libéraux, lire p. 107 et sur la liste des standards minimaux de légitimité voir p. 110.

¹⁶ Il écrit par exemple : « *If value pluralism tends to undermine... universalist claims, it cannot at the same time show peaceful coexistence to be a universal imperative.* », J. Gray, *ibid.*, p. 135.

¹⁷ « *The case for modus vivendi is not that it is some kind of transcendent value which all ways of life are bound to honor. It is that all or nearby all ways of life have interests that make peaceful coexistence worth pursuing.* » J. Gray, *ibid.*, p. 135.

lisme¹⁸. La thèse qui semble être à la source de l'argument, chez Gray comme chez Kekes, est celle qui concerne l'incommensurabilité des valeurs : si les valeurs sont incommensurables, alors il n'y a pas de valeur prioritaire. Dans son étude consacrée à Isaiah Berlin, Gray soutient que si selon la théorie pluraliste, les valeurs sont incommensurables, alors la priorité que les libéraux accordent à la liberté ne peut pas être justifiée universellement¹⁹. Selon la doctrine pluraliste que Gray défend, l'incommensurabilité des valeurs implique l'incomparabilité des valeurs, implication qu'il attribue également à Berlin²⁰. Étant donnée l'incomparabilité des valeurs, toute combinaison de valeurs est aussi valable qu'une autre et il n'existe pas une valeur ou un ensemble de valeurs qui doivent figurer dans toutes les combinaisons.

Il y a deux manières de répondre à cet argument : 1) soit en acceptant que le pluralisme libéral n'implique pas de priorité accordée aux valeurs libérales, mais dans ce cas la difficulté consiste à justifier ce qu'il y a de spécifiquement libéral dans ce pluralisme ; 2) soit en acceptant que le pluralisme libéral implique une priorité accordée aux valeurs libérales, mais dans ce cas la difficulté consiste à montrer ce qu'il y a de spécifiquement pluraliste dans ce libéralisme.

1) La première option est, nous semble-t-il, celle adoptée par Berlin. Examinant la lecture par Gray du pluralisme berlinien, Daniel Weinstock propose d'établir une distinction entre un pluralisme radical et un pluralisme restreint : selon le pluralisme radical, qu'il attribue à Gray, toute valeur ou combinaison de valeurs peut-être remplacée par d'autres. Selon le pluralisme modéré, que Weinstock attribue à Berlin, quelques valeurs ou combinaisons de valeurs ne peuvent être entièrement remplacées, d'où la recherche préconisée par Berlin d'un équilibre entre autant de valeurs objectives que possible²¹. En effet, Berlin semble défendre une version modérée du pluralisme et prétend que celle-ci est compatible avec le libéralisme, la contrastant avec une version radicale et incompatible avec le libéralisme. Ce contraste est visible lorsqu'il expose deux interprétations de l'incommensurabilité en concurrence : soit l'incommensurabilité ne permet pas

¹⁸ Kekes résume ainsi l'argument de la priorité des valeurs : « *Pluralism is committed to the view that there is no particular value that, in conflicts with other values, always takes justifiable precedence over them. By contrast, if liberalism is to avoid the charge of vacuity, it must be committed to holding that in cases of conflict the particular values liberals favor do take justifiable precedence over other values. How, then, could liberalism and pluralism be compatible?* », in J. Kekes, *The Morality of Pluralism*, Princeton University Press, 1993, p. 199.

¹⁹ Gray résume ce point ainsi : « *[w]hat does follow from the truth of pluralism is that liberal institutions can have no universal authority. Where liberal values come into conflict with others which depend for their existence on non-liberal social and political structures and forms of life, and where these values are truly incommensurables, there can – if pluralism is true – be no argument according universal priority to liberal values.* » J. Gray, *Isaiah Berlin*, New Jersey, Princeton University Press, 1996, p. 155.

²⁰ « *Berlin's master-thesis of value-pluralism, which is the thesis of the incommensurability, or incomparability by reason, of rivalrous goods and evils and forms of life.* » J. Gray, *Isaiah Berlin*, p. 142.

²¹ D. Weinstock, « *The Graying of Berlin* », in *Critical Review*, tome 11, n° 4, 1999, p. 490.

l'existence d'une règle de priorité d'une valeur sur l'autre, soit il s'agit d'une thèse plus radicale selon laquelle « dans chaque cas particulier, la raison n'a rien à dire (*i. e.* il n'y a rien de raisonnable à dire) sur quelle [valeur] devrait prévaloir sur l'autre »²². Berlin, avec Williams, rejette cette dernière vue sur l'incommensurabilité qui mène au scepticisme, et endosse la première. Si l'adoption d'un pluralisme modéré permet à Berlin de rejeter une conception du pluralisme difficile à distinguer d'un relativisme des valeurs, en optant pour un pluralisme menant à la recherche d'un compromis équilibré entre valeurs, cette version pluraliste modérée n'équivaut pas cependant chez Berlin à donner une priorité en toutes circonstances aux valeurs libérales. Pour Berlin, le pluralisme implique certainement une mesure de liberté négative, mais cela n'est pas équivalent à faire de la liberté négative une valeur prioritaire en toutes circonstances. Comme le suggère leur réponse à une objection formulée par George Crowder sur cette difficulté, le pluralisme libéral tel que Berlin et Williams le comprennent, n'implique pas qu'une valeur ou un ensemble de valeurs libérales soit toujours prioritaire sur d'autres valeurs²³. Or, il semble inconsistant qu'un libéral puisse accepter que les valeurs libérales ne soient pas prioritaires, tout en restant libéral. Berlin et Williams restent cependant évasifs sur ce point, se repliant sur une défense historiciste du libéralisme²⁴. Par conséquent, leur réponse à l'argument de la priorité des valeurs donnée n'est pas suffisamment convaincante.

Un moyen de la rendre plus convaincante consisterait à adopter explicitement une stratégie de justification pluraliste plus politique, à la manière du libéralisme politique. Dans une certaine mesure, la stratégie adoptée par William Galston peut être interprétée dans ce sens. Galston rejette, comme Berlin, la version pluraliste libérale consistant à donner une priorité systématique à l'autonomie, en lui préférant une politique qu'il appelle d'accommodation maximale²⁵. Sa théorie a trois sources : la liberté expressive,

²² Notre traduction. I. Berlin et B. Williams, « Pluralism and Liberalism: A Reply », *Political Studies*, Tome 42, no. 2, 1994, p. 307.

²³ « *It is true, as Crowder points out, that pluralists sometimes urge the particular importance, on their views, of some value such as variety or autonomy, which on other views may be less important, or perhaps not a value at all. Once again, there is no inconsistency between their doing this, and their accepting that this is one value among others. If they move to asserting the overriding importance of this value, as some liberals do, then they may begin to be in trouble with pluralism. But then pluralists will not be that kind of liberal...* », in I. Berlin et B. Williams, « Pluralism and Liberalism: A Reply », *op. cit.*, p. 308. L'article de George Crowder en question s'intitule : « Pluralism and Liberalism », *Political Studies*, 1994, tome 42, n° 2, p. 293-303. Suite à cette réponse de Berlin et Williams, Crowder abandonne son rejet du pluralisme libéral et proposera plus tard sa propre version universaliste d'un pluralisme libéral.

²⁴ « *[I]t is from social and historical reality that we are likely to be instructed in liberalism's strengths, and to be reminded of the brutal and fraudulent simplifications which, as a matter of fact, are the usual offerings of its actual enemies* », écrivent Berlin et Williams, *op. cit.*, p. 309.

²⁵ Selon Galston, « *Any liberal argument that invokes autonomy as a general rule of public action in effect takes sides in the ongoing struggle between reason and faith, reflection and tradition. Autonomy-based arguments are bound to marginalize those individuals and groups who cannot conscientiously embrace the Enlightenment impulse. To the extent that many liberals identify liberalism with the Enlightenment, they limit support for*

le pluralisme des valeurs, et le pluralisme politique. Galston donne une place centrale à la liberté expressive, mais précise que : « *Although expressive liberty is a good, it is not the only good, and it is certainly not unlimited* »²⁶. Cohérent avec son pluralisme, il ne peut donner une priorité en toutes circonstances à un ensemble de valeurs libérales englobantes. Mais dans ce cas, par quel moyen son pluralisme peut-il rester spécifiquement libéral ? Robert Talisse, dans un article dans lequel il essaye de démontrer l'incohérence de la position libérale pluraliste, avance néanmoins une interprétation suggestive de la stratégie de Galston qui, pour justifier son libéralisme sans faire appel à des valeurs libérales prioritaires, doit pourtant faire appel aux présomptions favorables aux valeurs libérales dans les sociétés libérales, en suivant ainsi la stratégie de Rawls dans *Libéralisme politique*²⁷. Galston n'admet pas explicitement cette interprétation, mais elle nous semble néanmoins prometteuse en tant que stratégie permettant de contourner l'argument de la priorité.

2) La seconde alternative de justification d'un pluralisme libéral en réponse à l'argument anti-compatibiliste de la priorité des valeurs, consiste à reformuler des contre-arguments justifiant la compatibilité du pluralisme avec la priorité accordée aux valeurs libérales. C'est l'alternative suivie ambitieusement par George Crowder qui, en rejetant la stratégie de Berlin et Williams, développe ce lien logique contesté par Gray et Kekes entre pluralisme et priorité des valeurs libérales, dans son livre *Liberalism and Value Pluralism*. Crowder élabore trois arguments en faveur d'une synthèse entre pluralisme et libéralisme : une nouvelle version plus élaborée de l'argument de la diversité, d'après lequel le régime libéral est le plus apte à permettre l'expression de la diversité des

their cause and drive many citizens of goodwill – indeed many potential allies – into opposition. » W. Galston, *Liberal Pluralism*, 2002, p. 25-26.

²⁶ W. Galston, *ibid.*, p. 29. Par « liberté expressive », Galston entend une : « *presumption in favour of individuals and groups leading their lives as they see fit, within the broad range of legitimate variation defined by value pluralism, in accordance with their own understandings of what gives life meaning and value* », in W. Galston, *The Practice of Liberal Pluralism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 2. Une conséquence importante de cette conception de la liberté défendue par Galston, est la protection qu'elle accorde à la capacité des individus et des groupes à vivre selon des styles de vie que beaucoup d'individus peuvent considérer comme non libres. Autrement dit, cohérent avec son pluralisme, lequel comme il le suggère, délimite la variété légitime des styles de vie, Galston rejette la priorité des valeurs typiquement libérales, comme l'autonomie. Pour une étude critique montrant comment Galston concède plus à l'autonomie qu'il ne l'admet, cf. G. Crowder, « Galston's Liberal Pluralism », in Australasian Political Studies Association Annual Conference, 2004 (http://www.adelaide.edu.au/apsa/docs_papers/Others/crowder.pdf).

²⁷ Selon Talisse : « *Galston must thus appeal to political "presumptions" operative in a liberal society against coercion and in favor of negative liberty. But he cannot give a philosophical account of the soundness of upholding these presumptions. In this respect, Galston's liberal pluralism is indistinguishable from the general justificatory strategy employed by Rawls's political liberalism ; accordingly, Galston has failed to provide a comprehensive liberal theory.* », in R. Talisse, « Can Value Pluralists be Comprehensive Liberals ? », *Contemporary Political Theory*, Tome 3, no. 2, 2004, p. 139.

valeurs ; l'argument du désaccord raisonnable ²⁸ ; l'argument de la vertu, d'après lequel les vertus pluralistes sont harmonieuses avec les vertus libérales ²⁹. Ces trois arguments sont séduisants, bien qu'ils ne permettent pas une réfutation conclusive de l'argument de la priorité des valeurs.

CONCLUSION

Si l'argument anti-universaliste en faveur de l'incompatibilité entre pluralisme et libéralisme a pu paraître peu convaincant, en revanche l'argument de la priorité des valeurs pose des difficultés que les libéraux pluralistes doivent encore surmonter, que ce soit en adoptant un pluralisme libéral politique, ou bien en approfondissant la justification du lien logique entre pluralisme et libéralisme.

Ce débat entre pluralistes et libéraux doit ressembler malgré tout à une querelle de famille, mais selon certains auteurs, comme Loren Lomasky, la critique pluraliste du libéralisme est la plus percutante ³⁰. Sans aller jusqu'à la considérer comme particulièrement percutante pour le libéralisme, elle pose néanmoins un défi stimulant pour les pluralistes libéraux.

Même s'il s'avérait que logiquement il n'y a pas de lien nécessaire entre pluralisme et libéralisme, ces deux théories ont beaucoup de points communs. Pour ceux qui rejettent le libéralisme politique et veulent s'en tenir à une stratégie de la continuité entre éthique et politique, mais ne peuvent embrasser le monisme libéral, le pluralisme libéral devient malgré tout une alternative attractive. En ce qui concerne la théorie pluraliste, il est certain qu'il n'y a pas à ce jour d'arguments conclusifs concernant la véracité du pluralisme des valeurs. Son attrait consiste néanmoins à permettre de sauver l'objectivité des valeurs tout en donnant une explication plausible des désaccords moraux. Mais la doctrine pluraliste permet aussi de convaincre ceux qui rejettent le monisme qu'ils ne sont pas obligés d'accepter ni le relativisme ni le subjectivisme des valeurs, ni d'abandonner l'idée de vérité morale.

Un dernier mot réservé sur ces tentatives visant à justifier le libéralisme à partir du pluralisme : de manière générale, les pluralistes ont tendance à sous-estimer la force des justifications monistes du libéralisme, lesquelles sont le plus souvent compatibles avec

²⁸ Selon Crowder, les versions de Larmore et de Rawls de l'argument du désaccord raisonnable semblent impliquer dans leurs prémisses la véracité de la doctrine ontologique pluraliste. L'argument est ingénieux, mais serait conclusif uniquement si le pluralisme impliqué par le fait du désaccord était ontologique. Or, celui-ci est seulement épistémique. L'alternative serait de démontrer que le pluralisme épistémique implique nécessairement un pluralisme ontologique, ce que Crowder n'établit pas.

²⁹ Cet argument de la vertu, plus précisément de la complémentarité entre les vertus pluralistes et les vertus libérales, le conduit à placer l'autonomie au centre de son pluralisme libéral car, écrit-il : «...to choose among plural and conflicting plural and incommensurable values is a demanding task that involves actively creating one's own plan of life, that is, it involves the exercise of personal autonomy.», in G. Crowder, *op. cit.*, p. 201. Bien que l'argument soit convaincant, Crowder semble sous-estimer la force de la position moniste, laquelle permet de justifier la place centrale de l'autonomie de manière plus économique.

³⁰ L. Lomasky, « Liberal Obituary? », *Ethics*, 102, 1991, p. 140-54.

une tolérance à l'égard du fait du pluralisme aussi étendue que celle prétendue par les pluralistes, ce qui rend similaires les conséquences pratiques de ces théories. En outre, comme l'a fort bien exposé Glen Newey, l'une des thèses centrales de la théorie pluraliste, laquelle concerne l'incommensurabilité des valeurs, est du moins dans sa version modérée, compatible avec le monisme³¹.

nrbmerrill@gmail.com
37, Bd St Germain, 75005 Paris

Bibliographie

(textes non cités dans l'article)

- D. Archard (éd.), *Philosophy and Pluralism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
 M. Baghramian et A. Ingram (éd.) *Pluralism, The Philosophy and Politics of Diversity*, Londres et New York, Routledge, 2000.
 R. Bellamy, « Liberalism and the Challenge of Pluralism », in *Rethinking Liberalism*, Londres et New York, Routledge, 2000.
 R. Chang (éd.), *Incommensurability, Incomparability, and Practical Reason*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1997.
 G. Dworkin (éd.), « Symposium on Pluralism and Ethical Theory », *Ethics*, tome 102, 1992.
 A. Dzur, « Value Pluralism Versus Political Liberalism ? », *Social Theory & Practice*, tome 24, no. 3, 1998, p. 375-392.
 B. Gaut, « Rag-bags Disputes and Moral Pluralism », *Utilitas*, tome 11, n° 1, 1999, p. 37-48.
 S. Lamprecht, « The Need for a Pluralistic Emphasis in Ethics », *The Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, tome 17, 1920, p. 561-72.
 —, « Some Political Implications of Ethical Pluralism », *The Journal of Philosophy*, tome 18, 1921, p. 225-44.
 M. Lawrence, « Pluralism, Liberalism, and the Role of Overriding Values », *Pacific Philosophical Quarterly*, tome 77, n° 4, 1996, p. 335-50
 P. Mehta, « Pluralism After Liberalism? » *Critical Review*, tome 11, 1997, p. 503-518.
 T. Nagel, « The Fragmentation of Value », in *Mortal Questions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 128-141.
 M. Stocker, *Plural and Conflicting Values*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

³¹ G. Newey, « Value-Pluralism in Contemporary Liberalism », *Dialogue*, tome 37, no.3, 1998, p. 493-522.